

Cette constitution on n'en veut pas !

La France vient de connaître une campagne référendaire inédite.

Inédite car, jamais probablement à ce niveau en France, une campagne médiatique et une propagande d'Etat n'ont essayé d'orienter les électeurs vers un seul choix possible.

Inédite parce que l'avenir de l'Europe, c'est-à-dire notre avenir, a été au coeur d'un débat public passionné qui nous est envié par toute l'Europe.

Cette campagne a été enfin l'occasion d'un engagement citoyen étonnant. Des centaines de comités locaux ont vu le jour, des milliers de réunions publiques se sont déroulées dans toute la France. Une véritable dynamique unitaire dépassant les clivages traditionnels a pu être créée.

Ce débat n'a pas porté sur la nécessité de la construction européenne mais sur ses modalités. Or, c'est précisément le projet européen lui-même qui risque de se déliter si la concurrence entre les peuples est érigée en principe comme le propose, de fait, la constitution.

Alors que son adoption nous enfermerait dans le carcan du néolibéralisme, son rejet peut ouvrir des opportunités qu'il appartiendra aux peuples d'Europe de saisir.

■ ON N'EN VEUT PAS car ce texte inscrit au coeur du projet européen, les principes doctrinaires du néolibéralisme : "la concurrence libre et non faussée", "la liberté de circulation des marchandises des capitaux et des services", une Banque centrale européenne indépendante des institutions politiques, c'est-à-dire hors du contrôle démocratique des citoyens.

■ ON N'EN VEUT PAS car ce texte décline les principes du néolibéralisme dans une multitude de politiques économiques et sociales qui devraient relever du débat démocratique et de la décision citoyenne.

■ ON N'EN VEUT PAS car la Charte des droits fondamentaux qui y est intégrée ne crée aucun droit social européen susceptible de rééquilibrer une construction européenne qui restera donc dominée par le primat de la "concurrence libre et non faussée".

■ ON N'EN VEUT PAS car ce texte ne modifie pas fondamentalement le fonctionnement actuel de l'Union qui resterait ainsi marquée par l'opacité du mode décision et une absence de démocratie réelle.

■ ON N'EN VEUT PAS car cette constitution serait extrêmement difficile à réviser puisqu'il faudrait l'unanimité des vingt cinq Etats, et bientôt probablement trente, pour le faire.

Un appel de syndicalistes contre la constitution européenne

500 responsables syndicaux venant principalement de la CGT, de la FSU, de l'Union syndicale Solidaires ont lancé un appel à rejeter le traité constitutionnel européen.

Rapidement rejoints par des milliers d'autres militants syndicaux, ils affirment : "nous savons que nous avons besoin de l'Europe face à la mondialisation libérale et aux firmes transnationales.

Il est urgent de lui donner de nouvelles fondations qui l'émancipent du libéralisme financier prédateur, qui la réconcilie avec le progrès social, la paix, la démocratie, le développement soutenable, la coopération entre les peuples de la planète".

Ils s'affirment "convaincus que le rejet du projet de traité constitutionnel est aujourd'hui la condition pour que cette Europe voie le jour.

Ce rejet donnerait un nouveau souffle à tous ceux qui veulent construire une société plus juste et plus solidaire. C'est pourquoi nous appelons à rejeter le projet de traité constitutionnel".

Alors que les médias essayent de convaincre les électeurs que le mouvement syndical est en faveur du traité constitutionnel, cet appel, qui prolonge de façon unitaire les prises de positions propres à chaque organisation, est la preuve éclatante du contraire.

La France isolée ?

Les partisans de cette constitution n'arrête pas de le répéter : si le non l'emporte, la France sera, dicit Jacques Chirac, "le mouton noir de l'Europe". Le président de la République qui a évoqué par la suite les mânes de 1789 pour appeler à approuver cette constitution aurait dû se souvenir qu'à l'époque la France a eu à subir l'opprobre de toutes les monarchies d'Europe.

Et il vrai que si le non l'emporte, nous serons isolés par rapport aux gouvernements européens qui mènent depuis des décennies des politiques néolibérales. Ces gouvernements seraient effectivement mécontents que le peuple de France rejette ces politiques.

Mais qu'en serait-il des peuples d'Europe ? Qu'en serait-il du peuple allemand, privé de référendum, dont une ministre indique que s'il avait lieu aujourd'hui en Allemagne "le oui serait balayé" (L'Express du 18 avril) ? Qu'en serait-il du peuple italien, privé lui aussi de référendum, qui a mené nombre de grèves générales contre les politiques libérales de son gouvernement ? Qu'en serait-il des Pays-Bas où une grève générale victorieuse vient de faire reculer le gouvernement et où le non est donné majoritaire dans les sondages ?

En fait, loin de nous isoler un non en France rencontrerait un écho fantastique chez les peuples d'Europe, comme cela avait été le cas lorsque la France avait refusé la guerre en Irak contre l'avis de la quasi totalité des gouvernements européens.

En votant non nous voterons pour tous les peuples d'Europe qui n'auront pas l'occasion de le faire, nous voterons pour tous ces peuples à qui leurs gouvernements ont même refusé un débat politique sur cette question.

Renégocier ?

Que se passerait-il si le non l'emportait ? Les partisans du oui affirment qu'il serait alors impossible de renégocier et que l'Europe serait ainsi bloquée.

Ce n'est pas l'avis du vice-président actuel de la Commission européenne, Franco Frattini qui affirme (Le Figaro 27/04) :

« L'Europe ne pourra pas aller plus avant sans la France. Avec un non français, il sera difficile de continuer à parler de Constitution. A mon avis, on va devoir rouvrir le débat public européen.

Si la France, pays fondateur, vote Non, cela démontrera qu'il y a un déficit de légitimité populaire en Europe. Il faudra alors engager le débat bien plus large - notamment avec les Parlements nationaux.

On ne sait pas encore quelle forme prendra ce débat. Mais si un pays comme la France dit Non, on ne va pas le faire voter une deuxième fois. C'est impossible. Donc il faudra se poser et se demander : quelle Europe voulons-nous ? Juste un marché unique ? Un espace commun de sécurité et de défense ? Ou autre chose encore... »

Une renégociation sera d'autant plus nécessaire que les règles actuelles de fonctionnement de l'Union inscrites dans le traité de Nice, présenté par ses signataires en 2000 comme « le meilleur texte européen signé depuis l'existence du Marché commun », ne sont pas adaptées à un fonctionnement à vingt-cinq pays et demain plus. Les gouvernements seront donc obligés de renégocier.

Appel européen de soutien au NON en France

Un appel européen pour soutenir le NON en France vient d'être lancé. Il regroupe des centaines de signatures d'intellectuels, de responsables associatifs et syndicaux venant de la plupart des pays d'Europe. Les signataires considèrent que le vote NON en France est décisif pour imposer une "autre Europe", une Europe des droits et de la solidarité entre les peuples.

Cet Appel confirme qu'un NON en France, loin de nous isoler, aurait un écho fantastique en Europe.